



Compte rendu sommaire de décision

DEC 25-H101

à l'égard de

Demandeur Ontario Power Generation Inc.

Objet Demande visant à modifier le permis de l'installation de gestion des déchets de Pickering (IGDP) afin d'autoriser la construction et l'exploitation de la structure de stockage des composants de Pickering

Date du
compte
rendu
sommaire
de décision 24 juillet 2025

COMPTE RENDU SOMMAIRE DE DÉCISION – DEC 25-H101

Demandeur : Ontario Power Generation Inc.

Adresse : 700, avenue University, Toronto (Ontario) M5G 1X6

Objet : Demande visant à modifier le permis de l'installation de gestion des déchets de Pickering (IGDP) afin d'autoriser la construction et l'exploitation de la structure de stockage des composants de Pickering

Demande reçue le : 31 mai 2024

Audience : *Avis d'audience par écrit et de financement des participants* publié le 18 septembre 2024
Avis révisé d'audience par écrit et de financement des participants publié le 17 février 2025

Date du compte rendu sommaire de décision : 24 juillet 2025

Formation de la Commission : P. Tremblay

Permis : Modifié

Table des matières

1.0	INTRODUCTION	1
2.0	DÉCISION	3
	Annexe A – Intervenants	A

1.0 INTRODUCTION

1. Le [31 mai 2024](#), Ontario Power Generation Inc. (OPG) a soumis à la Commission canadienne de sûreté nucléaire¹ (CCSN) une demande visant à modifier le permis d'exploitation de l'[installation de gestion des déchets de Pickering](#) (IGDP) afin d'autoriser la construction et l'exploitation d'un nouveau bâtiment appelé « structure de stockage des composants de Pickering » (SSCP)². Cette structure est destinée à l'entreposage temporaire des déchets de faible et de moyenne activité résultant des activités potentielles de réfection³ des tranches 5 à 8 de la [centrale nucléaire de Pickering](#), ainsi que des activités de déclassement futures des tranches 1 à 4.
2. L'IGDP est une installation nucléaire de catégorie I qui se trouve dans la ville de Pickering (Ontario) et à l'intérieur des terres et eaux traditionnelles des Anishinaabeg de Michi Saagiig ainsi que sur le territoire visé par le Traité du coup de fusil (1877-1888), les Traités Williams (1923) et l'Accord de règlement des Traités Williams (2018). Le permis actuel, WFOI-W4-350.00/2028, vient à échéance le 31 août 2028.
3. Le présent compte rendu sommaire de décision reflète les motifs de la décision de la Commission à l'égard de la demande de modification de permis. Les motifs détaillés de la décision de la Commission seront présentés dans un compte rendu de décision détaillé qui sera publié à une date ultérieure.

Questions à l'étude

4. Dans son examen de la demande d'OPG, la Commission doit d'abord déterminer, le cas échéant, quelles exigences relatives aux activités visées par la demande de modification de permis sont prescrites par la [Loi sur l'évaluation d'impact](#)⁴ (LEI).
5. En vertu des alinéas 24(4)a) et b) de la [Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires](#)⁵ (LSRN), avant de modifier le permis, la Commission doit être d'avis que :
 - a) OPG est compétente pour exercer les activités que le permis modifié autoriserait;
 - b) dans le cadre de ces activités, OPG prendra les mesures voulues pour protéger l'environnement, préserver la santé et la sécurité des personnes, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

¹ On désigne la Commission canadienne de sûreté nucléaire comme « la CCSN » lorsqu'on renvoie à l'organisation et à son personnel en général, et comme « la Commission » lorsqu'on renvoie à la composante tribunal.

² Les activités de construction et d'exploitation de la SSCP proposée ne sont pas incluses dans le fondement d'autorisation actuel de l'IGDP, ni dans les conditions existantes du permis de l'IGDP pour la construction d'autres bâtiments d'entreposage des déchets.

³ OPG doit présenter une demande distincte dans le but d'obtenir de la Commission l'autorisation d'effectuer des activités de réfection.

⁴ L.C. 2019, ch. 28, art. 1

⁵ Lois du Canada (L.C.) 1997, ch. 9

6. En tant que mandataire de la Couronne, la Commission reconnaît son rôle dans le respect des obligations constitutionnelles de la Couronne, ainsi que dans l'avancement de la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada. Les responsabilités de la Commission comprennent l'obligation de consulter les Autochtones et, le cas échéant, de prendre en compte leurs intérêts lorsque la Couronne envisage une mesure qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les droits ancestraux ou issus de traités⁶. Par conséquent, la Commission doit déterminer les étapes de mobilisation et de consultation ainsi que les mesures d'accommodement nécessaires à l'égard des intérêts des Autochtones.

Audience publique fondée sur des mémoires

7. Le 18 septembre 2024, la Commission a publié à l'égard de cette demande un [Avis d'audience par écrit et de financement des participants](#)⁷ qui sollicitait la présentation de demandes d'intervention avant le 28 février 2025. Le 17 février 2025, la Commission a publié un [Avis d'audience révisé par écrit et de financement des participants](#)⁸ pour annoncer la prolongation de l'échéance concernant le dépôt des mémoires.
8. Le président de la Commission s'est constitué en formation de la Commission pour examiner la demande⁹. Lors de l'audience publique reposant sur des mémoires, la Commission a examiné les mémoires présentés par OPG ([demande, CMD 25-H101.1](#)) et par le personnel de la CCSN ([CMD 25-H101](#)). La Commission a également examiné les mémoires de 9 intervenants (voir la liste des intervenants à l'annexe A).

Demande de confidentialité

9. OPG a présenté une [demande de confidentialité](#)¹⁰ concernant le document *Pickering Component Storage Structure Safety Assessment*¹¹ (évaluation de la sûreté de la structure de stockage des composants de Pickering) (annexe 1 de sa demande). Conformément aux alinéas 12(3)b) et 12(3)c) des Règles, la Commission a interdit la publication et la divulgation du document *Pickering Component Storage Structure Safety Assessment*.

⁶ *Nation Haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, 2004 CSC 73; *Première Nation Tlingit de Taku River c. Colombie-Britannique (Directeur d'évaluation de projet)*, 2004 CSC 74

⁷ CCSN. *Avis d'audience par écrit et de financement des participants*, 18 septembre 2024

⁸ CCSN. *Avis révisé d'audience par écrit et de financement des participants*, 17 février 2025

⁹ Conformément à l'article 22 de la LSRN.

¹⁰ Conformément au paragraphe 12(1) des [Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire](#).

¹¹ *Pickering Component Storage Structure Safety Assessment*, 92896-REP-01320-00019 R002

Programme de financement des participants de la CCSN

10. La Commission a établi un Programme de financement des participants (PFP) pour faciliter la participation des Nations et communautés autochtones, des membres du public et des parties intéressées aux séances de la Commission¹². En septembre 2024, un financement d'au plus 75 000 \$ a été offert par l'intermédiaire du PFP de la CCSN pour participer à ce processus d'audience. Un comité d'examen de l'aide financière (CEAF), indépendant de la CCSN, a examiné les demandes d'aide financière reçues et a formulé des recommandations sur l'attribution des fonds. Sur la base des recommandations du CEAF, la CCSN [a accordé un montant total de 51 920,00 \\$ à 3 demandeurs.](#)

2.0 DÉCISION

11. La Commission modifie¹³ le permis d'exploitation de l'installation de déchets, WFOL-W4-350.00/2028, délivré à Ontario Power Generation pour son installation de gestion des déchets de Pickering située à Pickering, en Ontario. Le permis modifié, WFOL-W4-350.01/2028, demeure valide jusqu'au 31 août 2028.
12. La Commission assortit le permis des conditions recommandées par le personnel de la CCSN¹⁴. Plus précisément, la Commission :
- modifie l'alinéa iv) de la partie IV Activités autorisées du permis d'exploitation par ce qui suit :

« (iv) effectuer la préparation du site, procéder à la construction ou apporter les modifications de construction à l'installation associée au bâtiment autorisé de stockage des déchets de faible et de moyenne activité, ainsi qu'aux bâtiments supplémentaires autorisés de traitement et d'entreposage du combustible usé; une fois le projet terminé, il n'y aura pas plus d'un bâtiment de stockage des déchets de faible et de moyenne activité, d'un bâtiment de traitement des conteneurs de stockage à sec et de six bâtiments de stockage à sec du combustible usé. »
 - modifie la condition 15.1 du permis d'exploitation comme suit :

« Le titulaire de permis ne peut exécuter les activités visées au paragraphe iv) de la Partie IV du présent permis avant d'avoir soumis un plan de gestion environnementale, un plan de vérification de la construction et les exigences relatives à la conception et sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de la Commission ou d'une personne autorisée par la Commission. »

¹² Conformément à l'alinéa 21(1)b.1) de la LSRN.

¹³ Conformément à l'article 24 de la LSRN.

¹⁴ Voir le document CMD 25-H101, « Proposed Licence Changes ».

13. La Commission délègue ses pouvoirs aux membres du personnel de la CCSN suivants aux fins de la condition de permis 15.1 :
- directeur, Division des déchets et du déclassé
 - directeur général, Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires
 - premier vice-président et chef de la réglementation des opérations, Direction générale de la réglementation des opérations
14. Avec cette décision, la Commission demande au personnel de la CCSN de mettre à jour le manuel des conditions de permis pour l'IGDP, tel que décrit dans la partie 2 du document CMD 25-H101.
15. Les motifs détaillés de la décision de la Commission, ainsi que son examen des renseignements présentés par le titulaire de permis et le personnel de la CCSN dans ce dossier, seront expliqués dans un compte rendu de décision détaillé qui sera publié à une date ultérieure.

La version originale en anglais a été signée le 24 juillet 2025.

Pierre F. Tremblay

Président

Commission canadienne de sûreté nucléaire

24 juillet 2025

Date

Annexe A – Intervenants

Intervenants	Document
North American Young Generation in Nuclear – chapitre de Durham	<u>CMD 25-H101.2</u>
Kinectrics Inc.	<u>CMD 25-H101.3</u>
Ville de Pickering et la Canadian Association of Nuclear Host Communities	<u>CMD 25-H101.4</u>
Première Nation des Mississaugas de Scugog Island	<u>CMD 25-H101.5</u>
Coalition pour le développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick	<u>CMD 25-H101.6</u>
Juan Pedro Unger	<u>CMD 25-H101.7</u>
Première Nation de Curve Lake	<u>CMD 25-H101.8</u>
Christine Drimmie	<u>CMD 25-H101.9</u>
Northwatch	<u>CMD 25-H101.10</u>